

**Fernand VINCENT**

**De :** "Daniel Van Espen" <daniel.vanespen@signis.net>  
**À :** <dlemaudet@free.fr>  
**Cc :** <ernest.koenig@mildioz.at>; "Ma Eugenia Diaz" <wucwopre@infosel.net.mx>; "Nelson Viola" <ci.eccladvisor@caritas.va>; "Fernand Vincent" <fernand.vincent@ired.org>; <Juergen.Bringmann@web.de>; <ccig\_coordmundial@yahoo.com>; "Jean Christian MALAUDAUD" <vea@vea.asso.fr>; "François Blin" <frblin@club-internet.fr>; "Olivier Heyen" <olivier.heyen@skynet.be>; <olivier.heyen@fimcap.org>; <miecimcs@wanadoo.fr>; "SEPIETERJP" <sepieterjp@wanadoo.fr>; "CPPL Lucienne Salle" <salle@tiscalinet.it>  
**Envoyé :** vendredi, 19. mars 2004 15:39  
**Objet :** Fw: économie solidaire coic

----- Original Message -----

**From:** hb062494  
**To:** daniel raphael vanespen  
**Sent:** Friday, March 19, 2004 8:26 AM  
**Subject:** économie solidaire coic

## **LA PROMORION DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE**

**Résolution adoptée par la XXXV<sup>e</sup> Assemblée Générale  
de la Conférence des Organisations Internationales Catholiques  
à Rome, 1-7 décembre 2003**

**Quelques éléments de réflexion  
et autres notes de lecture  
par Daniel Van Espen  
Conseiller en communication et relations publiques**

### **L'ECONOMIE SOLIDAIRE DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION**

A l'occasion du 575<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation de l'Université Catholique de Louvain, en 2001, la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques a présenté des regards croisés sur le vaste phénomène de la globalisation ou la mondialisation de l'économie solidaire. L'originalité de ce travail imposant est de mettre plusieurs disciplines en débat : économie, sociologie, sciences politiques, anthropologie, gestion, éthique, qui proposent leurs approches, leurs analyses, leurs recommandations.

De quelques trente contributions de cet ouvrage, il ne ressort ni une unité qui ne pourrait être que de façade, ni le chaos d'un désaccord profond. L'Université n'est pas le sanctuaire d'une pensée unique. Un tel dialogue ne pouvait déboucher que sur de fructueuses discussions, sur des débats et sur des questions, non sur des conclusions.

Sous le titre « **LES DEFIS DE LA GLOBALISATION, Babel ou Pentecôte ?** » cet ouvrage est placé sous la direction de Jacques Delcourt et Philippe de Woot. Il est publié en 2001, sur les Presses universitaires de Louvain. (742 p.)

Pour illustrer les sujets traités en voici la table des matières. L'on pourra ainsi mieux juger de l'étendue des aspects pris en compte.

Préface

Hubert Gérard, doyen de la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques de l'UCL.

## Introduction

- **Les dimensions et les défis de la mondialisation**  
Jacques Delcourt et Philippe de Woot
- **Mondialisation ou globalisation : quelle différence ?**  
Jacques Delcourt

## Première partie

- **La concurrence mise au service du développement mondial ?**

Chapitre 1. Défis de la globalisation économique : entreprises, concurrence et société

Philippe de Woot

Chapitre 2. Mondialisation et politiques de concurrence

Alexis Jacquemin

Chapitre 3. Le marché dans la nouvelle économie globale

Jean-Jacques Lambin

Chapitre 4. La mondialisation et les pays en développement

Michel Norro

Chapitre 5. PAIR : une proposition pour la relance de l'aide au développement et pour une

Solution globale au problème de la dette des pays les plus pauvres

Lode Béranger, Danny Cassimon, Jacques Drèze, Paul Reding

Chapitre 6. The EU : towards a global economic power

Pierre Defraigne

## Deuxième partie

- **Dysfonctionnements dans le développement**

Chapitre 7. De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale

Frédéric Lapeyre

Chapitre 8. L'épicentre de la mondialisation-l'invisible hégémonie du marché

Robert Leroy

Chapitre 9. L'(auto)dépossession de l'Etat

Ricardo Petrella

Chapitre 10. Les disjonctions entre les mobilités du capital, du travail et du savoir

Jacques Delcourt

Chapitre 11. Mondialisation de l'économie et bien-être des peuples

Paul Mandy

## Troisième partie

- **Dialectique entre le global et le local**

Chapitre 12. L'ère du temps : la ville globalisée

Bernard Montulet

Chapitre 13. Mondialisation et turbulences cycliques en pays et marchés émergents – la cas de la Thaïlande

Alain Siaens

Chapitre 14. Au Mexique, des mutations culturelles et sociales sur fond de globalisation subordonnée

Isabel Yépez

Chapitre 15. La Wallonie face au défi de la mondialisation

Guy Bajoit

Chapitre 16. Richesse et pouvoir

André Dulobelle

## Quatrième partie

- **Divers champs de la mondialisation : économie-managérial, culturel et politique**

Chapitre 17. Mondialisation et développement durable : structuration sociale et action managériale

Marie-Paule Kestemont et Gérard Warnotte

Chapitre 18. Interpréter les processus de développement. Proposition pour une grille de lecture  
Florence Degavre

Chapitre 19. Le rez-de-chaussée du monde. Sur les implications socio-économiques de la mondialisation linguistique

Philippe Van Parys

Chapitre 20. En quoi la mondialisation affecte-t-elle la relation des entreprises avec les consommateurs ?  
Axel Gryspeerdt

Chapitre 21. Vers une mondialisation de la communication ?

Baptiste Campion et Marc Lits

Chapitre 22. Le local universitaire et la nouvelle modernité. Quelques questions

Felice Dassetto

Chapitre 23. La mondialisation vue par la science politique : du méga-Etat au nouveau moyen âge ?

André-Paul Frogner et Caty Clément

Chapitre 24. L'importance de la société civile européenne dans la construction d'une société civile mondiale  
Jacques Delcourt

Cinquième partie

• **L'éthique : une base pour des alternatives**

Chapitre 25. L'éthique à l'épreuve du marché mondial

Philippe Van Parys

Chapitre 26. Finalités du développement. Valeurs chrétiennes

Philippe de Woot et Jacques Delcourt

Chapitre 27. Oppression, injustice, liberté : enjeux éthiques fondamentaux de la mondialisation économique

Christian Arnsperger

Chapitre 28. Des alternatives crédibles au capitalisme mondialisé

François Houtart

Chapitre 29. Le droit social à l'épreuve de la mondialisation – le cas de l'OIT

Jean-Michel Bonvin

Chapitre 30. La mondialisation e(s)t la Fin du monde ?

Michaël Singleton

Conclusion

Thèmes et questions pour un débat

Jacques Delcourt et Philippe de Woot

## **NOUVEAU DEVELOPPEMENT**

Plusieurs de ces thématiques ont été esquissées lors des journées d'études organisées par la Conférence des Organisations Internationales Catholiques, à Bangkok en 2001. A Rome, en 2003, une résolution est votée à l'unanimité sur le thème de **LA PROMOTION DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE**.

Elle stipule ce qui suit :

**« PROMOUVOIR AU SEIN DES O.I.C. ET A L'EXTERIEUR UNE REFLEXION, UNE PRISE DE CONSCIENCE ET DES ACTIONS COMMUNES ET INDIVIDUELLES ALTERNATIVES (+ FORMATION), COLLECTER ET PARTAGER LES EXPERIENCES EXISTANTES ET CRÉER DES SYNERGIES. »**

La responsabilité en a été confiée au Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants (MIAMSI), sous la présidence de Mr. Dominique Lemau de Talance, par ailleurs membre du Comité de Coordination de la Conférence des O.I.C.

Le contexte qui justifie les raisons visant à adopter cette résolution tient au fait que l'économie juste est facteur de paix, tandis que la pauvreté crée les conflits. Parmi les résultats attendus, il est proposé de tenir un colloque avec la participation d'économistes chrétiens et non-chrétiens experts dans

l'économie solidaire. Il est également préconisé de développer une action ponctuelle de conscientisation commune à toutes les O.I.C. Au-delà de la poursuite du travail international déjà engagé sur le rachat de dettes auprès des mouvements nationaux, il est suggéré de créer un fichier d'adresses de points contact (experts) dans nos O.I.C. et ailleurs.

L'approfondissement de l'un ou l'autre aspects développés dans les thématiques de l'ouvrage avait fait l'objet d'une demande de participation de Jacques Delcourt ou de Philippe de Woot aux Journées d'étude organisées à Bangkok sur les défis de la mondialisation.

L'objectif visait à s'entourer de l'opinion d'économistes chevronnés. Finalement, le projet n'a pu être réalisé pour des raisons d'agenda et d'éloignement. Il est néanmoins utile de revenir sur cette impressionnante contribution ; convaincu de l'importance pour la Conférence des O.I.C. de l'intérêt de s'entourer d'économistes pour éclairer les OIC dans leur réflexion.

Pour cette raison, j'ai tenu à identifier toutes les matières abordées pour nous permettre d'arrêter un choix et ainsi faire appel à l'un ou l'autre de ces auteurs pour une rencontre éventuelle, si cela pouvait s'avérer utile.

Jacques Delcourt, que j'ai déjà contacté par le passé, est professeur émérite de l'UCL. Il a enseigné la sociologie de l'éducation, du travail et des organisations, ainsi que des problèmes sociaux et politiques sociales. Il a été Professeur invité aux Universités des sciences sociales à Toulouse, de Genève et de Beira interior, de même qu'à l'Université de Liège et à la Faculté universitaire catholique de Mons, en Belgique.

Philippe de Woot avec qui j'ai également pris contact antérieurement, est Docteur en droit et docteur en économie de l'UCL. Il y a enseigné la stratégie des entreprises, le management et l'éthique des affaires. Auteur notamment de *La doctrine de l'entreprise (1968)*, *l'Art du management européen (1994)* et de *Moving towards a Learning Society (1995)*, il est membre fondateur du Groupe de Lisbonne, il a participé à l'ouvrage *Limits to competition* (Boston, MIT Press, 1994), traduit en plusieurs langues.

### **QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA METHODOLOGIE**

Par la diversité des disciplines et le caractère universitaire de la démarche, l'ouvrage repris sous référence, limite le risque de voir l'idéologie l'emporter sur l'analyse.

Il a l'avantage d'apporter suffisamment de points de vue pour rendre compte de la complexité de la globalisation économique ainsi que de ses menaces et de ses promesses. Le but de ce travail est d'aider le lecteur à mieux comprendre ce phénomène et à tirer lui-même ses conclusions pour l'action.

La démarche pour dégager une piste de travail pour la mise en œuvre de la résolution votée à Rome relative à l'économie solidaire, permet d'aborder l'une ou l'autre partie du volume voir d'un chapitre pris isolément. Le Groupe de travail devrait faire sa propre synthèse en fonction de ses orientations personnelles et de ses idées spécifiques.

En résumé, voici les principaux thèmes qui me paraissent devoir retenir l'attention.

Parmi **les Opportunités** :

- L'instauration d'un marché mondial constitue peu à peu l'humanité en un seul peuple. C'est là sans doute une chance inouïe à saisir, la possibilité de réaliser l'exigence éthique exaltante de non-discrimination – notamment entre les sexes (Degrave) -, de **solidarité mondiale**

apparue dans nos cultures avec les grandes religions (Van Parys, Campion, Lits, Gryspeerdt)

- L'ouverture des marchés augmente *les échanges* et, par là, les chances du développement économique, à condition que les jeux soient moins inégaux (Norro, Lambin...)
- Une *société civile* se constitue peu à peu sur une base plus internationale. Elle pourrait promouvoir le développement et la solidarité dans le monde. Nous assistons à la réhabilitation de la notion de citoyen et à l'élargissement des pouvoirs compensateurs (Delcourt, Petrella, Bajoit...)
- Des *institutions internationales* se mettent en place. Si l'on parvient à reprendre leurs missions et leur « architecture », elles pourraient constituer des modules importants d'une gouvernance mondiale (Jacquemin, Norro, Drèze, Arnsperger, Bonvin...)

#### Parmi **les Menaces** :

- **le défi démocratique** : la globalisation est principalement économique et financière. Elle se développe dans un monde peu régulé au niveau international. Elle risque d'échapper par là aux États-Nations et au contrôle démocratique (Leroy, Petrella, Delcourt...)
- **le rythme et les orientations** du progrès technique sont imposées par le jeu concurrentiel dont les critères sont trop souvent économiques et financiers. Le processus de « destruction créatrice » (Schumperer) est souvent plus rapide que notre capacité à nous y adapter. Les orientations du progrès économique et technologique sont dictées par les marchés solvables (Leroy, de Woot, Bajoit, Kestemont, Warnotte, Campion et Lits).
- **Le capitalisme financier** exerce une influence grandissante sur les décisions économiques. Il tend à développer la spéculation (économie-casino) au détriment de l'investissement réel. Il peut aussi favoriser les crises dues à la volatilité des taux de change et aux mouvements de capitaux à court terme (Delcourt, Siaens, Petrella...)
- **Les inégalités** semblent augmenter et le problème de la pauvreté reste entier malgré le développement spectaculaire de certaines régions du monde. Selon l'expression de Justice et Paix France, la logique concurrentielle, poussée à l'extrême, ne peut que renforcer partout les forts et affaiblir les faibles (Delobelle, Houtart, Norro, Delcourt...).
- La globalisation est un **phénomène culturel**. Elle tend à imposer une vision trop exclusivement économique du Bien commun. Elle transforme les mentalités par le biais des médias, des universités, de la langue. Elle risque de créer une hégémonie du marché au détriment du processus démocratique « instituant la société et institué par elle » (Leroy, Campion, Lits et Gryspeerdt).
- La globalisation provoque des **ruptures sociales et politiques** ainsi que des disjonctions et des fragmentations dans le développement (Yépez, Lapeyre, Mandy, Delobelle, Montulet, Houtart...).
- Les dangers d'une « pensée unique » (primat absolu de l'économie) et d'une domination culturelle américaine sont évoqués par plusieurs auteurs (Leroy, Lapeyre, Dassetto, Van Parys, Petrella, Montulet...).

#### **Voies d'action possibles**

- **Vers une nouvelle gouvernance, plus internationale, plus complexe, en réseaux...** Ce thème revient de manière constante sous un double aspect :
  - Les articulations à créer entre un centre élargi et les périphéries ;
  - La nouvelle concertation internationale entre grands acteurs : gouvernements, entreprises, syndicats, etc., mais aussi ONG, universités, penseurs, etc. Des institutions globales mieux coordonnées pourraient instituer un jeu économique plus social et plus moral.
 Certains suggèrent la mise en place simultanée de structures redistributrices mondiales pilotées par des institutions dotées d'un pouvoir législatif et des structures de concertation sociale mondiales (Frogner, Clément, Bonvin, Van Parys, Delcourt, Drèze...).

- **Vers une société civile :**

Il s'agit de ranimer le sens de la citoyenneté et de l'élargir. Seul un renouveau du sens politique permettra d'affronter les défis de la globalisation de manière démocratique.

Le débat citoyen est un élément essentiel de la conduite de nos sociétés et de leur évolution. Il n'est pas toujours facile. Il repose trop souvent sur des émotions plutôt que sur des connaissances. La tendance à diaboliser l'adversaire voile parfois l'ignorance et l'absence d'écoute réelle. C'est vrai en matière économique : ce l'est aussi en matière scientifique (exigence du risque zéro) (Delcourt, Petrella, Yépez, Leroy...)

- **Vers une régulation suffisante**

des jeux économiques pour retrouver un degré raisonnable de maîtrise du marché. Des alternatives au système actuel sont proposés. A moyen terme, elles visent notamment à réenclaver l'économie dans la société, à lever les obstacles au développement des économies dépendantes, à réduire le commerce des armes, à mettre des limites à la logique marchande, à renforcer les organisations internationales et à les démocratiser. Il s'agit de mettre des contrepoids à la logique envahissante des entreprises et de la rentabilité (Houtart, Arnspurger, Van Parys, Leroy, Mandy et Degrave).

- **Spécificité et ouverture culturelle de l'Europe**

Dans un monde qui se globalise, il est important que l'Europe puisse affirmer, maintenir et développer ses valeurs, son modèle économique et social, ses politiques d'éducation et de recherche. L'Europe ouverte sur le monde et celle de la diversité, du dialogue et de la concertation. En se renforçant, elle augmentera son influence sur l'évolution de la société globale (Dassetto, Van Parys, Defraigne, Jacquemin, Frogner, Clément et Gryspeerdt).

- **Retrouver des finalités et des valeurs**

Peut-on encore infléchir nos sociétés dans le sens d'une solidarité plus généreuse ou de la réalisation de n'importe quel autre aspect de nos idéaux éthiques ?

Plusieurs voies sont explorées où il nous reste une marge de manœuvre. Les valeurs doivent être réaffirmées et les finalités de l'action économique élargies. La tradition évangélique et biblique contribue à éclairer le débat (Van Parys, Singleton, Houtart, Bajoit, Arnspurger, Delcourt, de Woot...).

### **THEMES ET QUESTIONS POUR UN DEBAT**

L'examen de l'économie solidaire se développe d'abord sur un plan d'analyse. L'ouvrage qui lui sert de référent s'inscrit dans la promotion d'un large dialogue entre des démarches trop souvent cloisonnées. Cela est vrai également pour les Organisations Internationales Catholiques, qui relèvent chacune de champs d'expériences mal connus.

Parle-t-on de Babel ou de Pentecôte ?

Le groupe de contributeurs à développer un parcours. Ceux qui ont œuvré ensemble ont cherché à se comprendre même si chacun a continué à s'exprimer dans sa « langue »... Il n'y a pas eu de véritable Pentecôte, car on ne peut parler d'une unité qui se serait créée dans la diversité. Le grand bénéfice de la démarche se trouve sans doute dans les rencontres et des discussions entre ceux qui avaient des idées différentes. Le progrès naît de la confrontation des points de vue et elle s'est produite, mais il reste de nombreuses questions.

#### **1. Processus de mondialisation de l'économie**

L'extension spatio-temporelle mondiale : une réalité ?

Une première question concerne l'ampleur des processus de la mondialisation de l'économie.

Difficile de nier l'ampleur prise par les processus de mondialisation à travers l'ouverture des économies nationales au marché mondial et l'envahissement par les nouvelles technologies de communication. Voir les conclusions du premier Sommet Mondial sur la Société de l'Information, placées sous l'égide des Nations Unies, (Union Internationale des Télécommunications) tenue à Genève en décembre 2003. La Conférence des O.I.C. y était représentées. La société civile en a tiré des enseignements pour préparer le prochain sommet mondial fixé du 16 au 18 novembre 2005 à Tunis.

L'économie mondiale apparaît comme un ensemble de tendances et de contre-tendances, plus ou moins fortement engagées selon les secteurs et selon les régions ; comme un éventail d'actions visant à la délocalisation, à la distanciation ou, au contraire, au rapprochement, à la concentration, notamment au niveau des fonctions stratégiques ; comme un jeu de tendances favorisant tantôt le « juste-à-temps » et l'écrasement du temps des opérations, tantôt l'allongement de l'horizon temporel pris en compte et la prospective à long terme.

## **2. La question de la répartition et de la production dans l'économie solidaire**

Cette question découle des inégalités croissantes constatables dans le monde sur le plan des salaires, des revenus et des richesses, de même que des déséquilibres majeurs qui apparaissent dans les chances de développement selon les catégories sociales et les régions du globe.

Ces inégalités et déséquilibres sont des indices du différentiel de pouvoir qui se manifeste aujourd'hui entre les détenteurs de capitaux matériels et immatériels et, par ailleurs, les travailleurs, les consommateurs et les citoyens.

Dans un monde d'interdépendance croissante, on eut pu espérer qu'elle débouche sur des élans de solidarité et qu'elle favorise des réactions et des interventions rapides visant à la résolution ou à la prévention des problèmes et des risques qu'entraîne la mondialisation.

Dans les faits, cette interdépendance organique et fonctionnelle n'a pas augmenté la solidarité, sans doute en raison de l'hyperconcurrence qui se développe parallèlement dans l'espace planétaire, que ce soit entre les entreprises, les hommes et les nations.

Mais une nécessaire gouvernance mondiale ne découle pas simplement des problèmes de solidarité et de répartition.

Très longtemps, on s'est contenté de dénoncer les problèmes de répartition engendrés par les marchés libres et concurrentiels. Mais les faiblesses du libéralisme économique mondial et donc du capitalisme ne concernent pas que la redistribution, on les trouve également dans l'orientation et le développement de la production et de la consommation, ainsi que dans les rythmes du changement et des innovations.

Ainsi, par exemple, sur le plan de la production, les pollutions et les atteintes à l'environnement sont multiples. Il en est qui affirment que certaines dégradations sont dès ce jour irréversibles. Certains pensent que le point de non-retour est déjà atteint. Sont également dénoncés la surexploitation et l'épuisement d'un certain nombre de ressources naturelles : minières, animales, forestières et végétales.

D'autres n'ont pas de difficultés à démontrer que la production n'est orientée qu'en fonction des besoins solvables, alors que d'immenses besoins, essentiels mais non couverts par de la monnaie, sont négligés, comme d'ailleurs ceux des générations futures.

Il y a enfin ceux qui dénoncent les restrictions à l'exercice des droits de l'homme mais aussi des droits des travailleurs et notamment au droit d'association et de grève.

L'extension spatio-temporelle mondiale : une réalité ?

Une première question concerne l'ampleur des processus de la mondialisation de l'économie.

Difficile de nier l'ampleur prise par les processus de mondialisation à travers l'ouverture des économies nationales au marché mondial et l'envahissement par les nouvelles technologies de communication. Voir les conclusions du premier Sommet Mondial sur la Société de l'Information, placées sous l'égide des Nations Unies, (Union Internationale des Télécommunications) tenue à Genève en décembre 2003. La Conférence des O.I.C. y était représentées. La société civile en a tiré des enseignements pour préparer le prochain sommet mondial fixé du 16 au 18 novembre 2005 à Tunis.

L'économie mondiale apparaît comme un ensemble de tendances et de contre-tendances, plus ou moins fortement engagées selon les secteurs et selon les régions ; comme un éventail d'actions visant à la délocalisation, à la distanciation ou, au contraire, au rapprochement, à la concentration, notamment au niveau des fonctions stratégiques ; comme un jeu de tendances favorisant tantôt le « juste-à-temps » et l'écrasement du temps des opérations, tantôt l'allongement de l'horizon temporel pris en compte et la prospective à long terme.

## **2. La question de la répartition et de la production dans l'économie solidaire**

Cette question découle des inégalités croissantes constatables dans le monde sur le plan des salaires, des revenus et des richesses, de même que des déséquilibres majeurs qui apparaissent dans les chances de développement selon les catégories sociales et les régions du globe.

Ces inégalités et déséquilibres sont des indices du différentiel de pouvoir qui se manifeste aujourd'hui entre les détenteurs de capitaux matériels et immatériels et, par ailleurs, les travailleurs, les consommateurs et les citoyens.

Dans un monde d'interdépendance croissante, on eut pu espérer qu'elle débouche sur des élans de solidarité et qu'elle favorise des réactions et des interventions rapides visant à la résolution ou à la prévention des problèmes et des risques qu'entraîne la mondialisation.

Dans les faits, cette interdépendance organique et fonctionnelle n'a pas augmenté la solidarité, sans doute en raison de l'hyperconcurrence qui se développe parallèlement dans l'espace planétaire, que ce soit entre les entreprises, les hommes et les nations.

Mais une nécessaire gouvernance mondiale ne découle pas simplement des problèmes de solidarité et de répartition.

Très longtemps, on s'est contenté de dénoncer les problèmes de répartition engendrés par les marchés libres et concurrentiels. Mais les faiblesses du libéralisme économique mondial et donc du capitalisme ne concernent pas que la redistribution, on les trouve également dans l'orientation et le développement de la production et de la consommation, ainsi que dans les rythmes du changement et des innovations.

Ainsi, par exemple, sur le plan de la production, les pollutions et les atteintes à l'environnement sont multiples. Il en est qui affirment que certaines dégradations sont dès ce jour irréversibles. Certains pensent que le point de non-retour est déjà atteint. Sont également dénoncés la surexploitation et l'épuisement d'un certain nombre de ressources naturelles : minières, animales, forestières et végétales.

D'autres n'ont pas de difficultés à démontrer que la production n'est orientée qu'en fonction des besoins solvables, alors que d'immenses besoins, essentiels mais non couverts par de la monnaie, sont négligés, comme d'ailleurs ceux des générations futures.

Il y a enfin ceux qui dénoncent les restrictions à l'exercice des droits de l'homme mais aussi des droits des travailleurs et notamment au droit d'association et de grève.



Mais alors quelles réponses fournir à ces problèmes de répartition et d'orientation de l'économie solidaire au plan mondial ? Suffira-t-il de promulguer des codes de conduite pour les entreprises actives sur le plan mondial ? Suffira-t-il de développer une entreprise citoyenne ? Sinon, quels seront les agents de transformation des structures et des modes d'action actuels ? Esquisser des réponses à ces questions suppose que l'on sache si l'on est en faveur d'une mondialisation croissante, jusqu'où et comment ? Ou si l'on se place dans le camp des mouvements antimondialisation, Dans ce cas, il faut exposer ce que l'on propose pour combattre la pauvreté et organiser la planète, ses progrès et ses solidarités.

### **3. Entre évolution et résistance : faut-il choisir ?**

Dans le formidable débat qui se développe autour de l'économie solidaire et de ses défis, des choix s'imposent. Mais dans quel sens trancher ?

D'un côté, l'évolution apparaît inéluctable. Par ailleurs, tout n'est pas acceptable. La résistance s'impose à l'action que d'aucuns comparent à celle d'un bulldozer. Mais selon les uns, la résistance doit être radicale. Le retour à la souveraineté et au protectionnisme s'imposent. La résistance doit être d'abord locale. Tel est le premier niveau sur lequel la société civile doit se redévelopper.

D'autres recherchent les moyens de régulation des processus de mondialisation de l'économie. Selon ce courant, il est indispensable de leur imprimer des orientations sociales et d'en assurer une programmation et un contrôle.

Les alternatives sont, d'une part, un essai de transformation du système en collaboration avec les principaux acteurs, d'autre part, la lutte et la résistance contre les acteurs actuels à travers une mobilisation de la société civile européenne et mondiale, à travers des cahiers de revendication et les actions des associations et organisations mondiales non gouvernementales, dont les Organisations Internationales Catholiques, sont parties prenantes, ainsi que des mouvements sociaux et syndicaux mondiaux au contact des institutions internationales.

Plusieurs scénarios sont donc possibles.

A côté du scénario « néo-libéral » qui prône la libération la plus complète des interactions économiques, le scénario « réel-libertarien » prône l'encadrement de ces interactions par un système de taxation et un revenu universel. Il donne voix à ceux dont les besoins essentiels sont aujourd'hui non solvable.

Le scénario « marxien » pousse à la résistance systématique contre les effets du capitalisme marchand et ses rapports de pouvoir.

Sur ce débat se greffe la discussion sur les modalités de changement :

- transformation radicale du système, ou
- réformes concrètes au cas par cas (piecemeal reforms) visant à réduire les dysfonctionnements.

Se pose alors la question de savoir quel rôle l'éducation scolaire, universitaire et permanente devrait jouer et l'examen critique de ces différents scénarios.

### **4. Vers une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale**

Même si la mobilisation sur le plan local s'impose et si la conscientisation réelle se développe à ce niveau, il faut aussi pouvoir penser et agir sur le plan global.

Sur ce plan, il ne suffit pas de dénoncer l'inefficacité du marché dans la résolution de certains

problèmes de répartition et de production, il ne suffit pas de reconnaître la montée des risques planétaires dans le sillage de la croissance mondiale, il faut aussi une architecture nouvelle permettant un dialogue constructif entre les divers acteurs concernés sur l'orientation du développement. Il faut des organes de décision, de contrôle et d'évaluation qui en assurent la transparence au service des acteurs.

Mais comment se présenterait cette architecture nouvelle ?

A ce jour, les structures supraétatiques et supranationales sont généralement constituées sur base d'une représentation des Etats, soit directement par chacun, soit indirectement selon diverses formules.

Par ailleurs, ces instances et superstructures ont été créées une à une, séparément, pour tenter de résoudre des problèmes concrets, sans nécessairement de liens ou de coordination entre elles. Parmi elles, on a d'ailleurs coutume de distinguer les superstructures à caractère économique, telles la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce, le G8, ou l'OCDE, par exemple, et celles qui ont un caractère plus social : l'OIT, l'OMS, la FAO, l'UNESCO, etc.

Par-delà les problèmes de coordination se posent les problèmes de représentation des Etats, mais aussi des regroupements d'Etats dans les unions à l'instar de l'Union Européenne, de même que des OING et des citoyens du monde.

Sans s'aventurer sur la piste de l'établissement d'un gouvernement mondial, des réformes sont possibles...mais quels seront les agents de ces transformations des structures et des modes de fonctionnement ?

On ne saurait par trop intensifier la coopération des OING pour responsabiliser les cadres et dirigeants internationaux à garantir la participation de la société civile dans les actes constitutionnels à ces différents niveaux de pouvoirs de représentation. C'est actuellement le cas avec la Convention européenne qui prévoit désormais cette forme de coopération. Un suivi plus systématique s'impose donc pour coordonner les efforts du tissu associatif, à cet égard.

## **5. La question de la domination ou de la diversité culturelle**

La globalisation dépasse les interactions économiques. Elle englobe tous les processus et les techniques qui favorisent l'émergence d'un « village monde ». Les révolutions technologiques dans les domaines de l'informatique, de l'électronique et de la télématique favorisent les communications de masse mais aussi, à travers l'internet, les communications entre les personnes, entre les institutions et les organisations. Par-delà l'ère dans laquelle la communication était principalement unidirectionnelle allant de l'émetteur vers le récepteur, s'ouvre une ère nouvelle de la communication interactive.

A l'ère de la communication de masse, l'uniformisation paraissait la tendance fondamentale. De nos jours, l'internet ouvre la voie au dialogue, à la discussion et, par là même, crée une ouverture extraordinaire à toutes les spécificités culturelles, à toutes les différences. Mais ces communications plus personnelles seront-elles un contrepoids suffisant à la domination possible des nouvelles technologies par les industries culturelles ?

La qualité de nos cultures est-elle menacée par l'enchantement ou l'horreur des effets spéciaux, des clips et du rock ou encore par les aspects les plus agressifs, les plus bruyants et les plus vulgaires de la publicité et de certaines campagnes publicitaires mondiales ?

Que deviendra l'humain et le citoyen dans un monde virtuel ?

## **6. Une éthique globale est-elle imaginable ?**

Peut-on définir esquisser des valeurs et des finalités internationales pour notre temps ?

Une logique procédurale suffit-elle ? Ne peut-on, au contraire, penser à un nouvel humanisme planétaire ? Ne pourrait-il trouver inspiration dans la tradition évangélique et biblique ?

Est-il possible de traiter des principaux thèmes et défis de l'économie solidaire sans une dimension spirituelle, sans référence aux valeurs qui fondent les civilisations ?

### **DES LECTURES RECOMMANDEES**

Puis-je suggérer en qualité de conseiller de la communication à la Conférence des O.I.C. quelques pistes supplémentaires pour servir de cadre à la réflexion . La résolution votée à l'assemblée de la Conférence des Organisations Internationales Catholiques, relative à l'« Economie solidaire » trouverait un écho à la lecture dans les ouvrages mentionnés ci-après :

#### **L'homme mondial ; les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?**

De Philippe Engelhard

Édition Arléa (1996) diffusion Seuil

Les intentions de ce livre sont clairement pédagogiques. Il s'agit de comprendre les trois logiques dévastatrices à l'œuvre en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle. L

- La mondialisation de l'économie, qui n'est sans doute que l'ultime aboutissement de la modernité occidentale, dont le mouvement a été accéléré par la crise des années 70
- La remise en cause de l'Etat-providence et, par contrecoup, de l'Etat-nation lui-même, qui, au Nord, annonce peut-être la fin du politique.
- Le long processus d'érosion et parfois de destruction brutale de la plupart des cultures, au Nord et au Sud, qui pourrait bien entrer dans sa phase terminale avec la mondialisation de la communication.

Le siècle qui finit a été empli de bruits et de fureurs. Celui qui vient pourrait être pire. Or cette quasi-évidence est encore masquée par un phénomène de grande ampleur : beaucoup de pays du Sud connaissent aujourd'hui une croissance soutenue, et des centaines de millions de femmes et d'hommes sortent de la pauvreté. Mais, dans le même temps, une autre partie de l'humanité – y compris dans les pays riches – voit sa situation se détériorer dramatiquement.

Comment conjurer cette fatalité ? Pourra-t-on éviter l'atomisation des sociétés humaines ou leur crispation identitaire ?

Fruit de plusieurs années de travail, loin des faux-semblants politiques ou des modes intellectuelles, l'Homme Mondial est un document exceptionnel en même temps qu'un livre de référence. On n'avait pas encore réalisé une synthèse de cette ampleur sur ce basculement du monde qui, on le verra, bouleverse d'ores et déjà notre perception de l'économie, de la politique et de la culture.

Economiste et philosophe de formation, Philippe Engelhard travaille pour une ONG dépendant des Nations Unies – ENDA- Tiers Monde.

### **GUIDE CRITIQUE DE LA MONDIALISATION**

George SOROS

Edition Plon (2002)

Le monde actuel n'a jamais été, en apparence, aussi interdépendant. Pourtant la rapide intégration des marchés financiers et la croissance du commerce transnational ne se sont pas accompagnées d'un développement analogue de nos institutions politiques et sociales.

Avant même les événements du 11 septembre 2001, il était clair que la mondialisation ne suscitait ni bonheur ni satisfaction : les sommets internationaux se voient perturbés par des manifestations violentes et un nombre croissant de jeunes expriment leur opposition radicale face à des politiques qu'ils considèrent comme favorisant les plus riches au détriment des travailleurs, de l'environnement et des cultures traditionnelles.

Financier de renom, mais aussi philanthrope et critique sévère du système capitaliste, George Soros, dans ce nouveau livre, passe en revue les problèmes posés par la mondialisation, souligne ses dérives, mais avance également un certain nombre de propositions précises pour améliorer le système dans lequel nous vivons.

Cet ouvrage est à la fois un avertissement et un appel à l'action pour construire un avenir plus prospère et plus pacifique.

George Soros dirige le Soros Fund Management. Il a par ailleurs créé un réseau mondial de fondations visant à promouvoir l'avènement de sociétés ouvertes. Il est l'auteur de plusieurs best-sellers, dont : Le défi de l'argent (Plon 1996), La crise du capitalisme mondial (Plon 1998).

## LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE ET CEUX QUI LEUR RESISTENT

Jean Ziegler

Edition Fayard (2002)

Aujourd'hui dans le monde, toutes les 7 secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim. Le plus souvent victime d'un impératif et d'un seul, celui des maîtres du monde : le profit sans borne.

Ces nouveaux maîtres du monde, ce sont les seigneurs du capital financier mondialisé. Qui sont-ils et d'où tiennent-ils leur pouvoir ? Comment les combattre ?

Au cœur du marché globalisé, le prédateur. Banquier, haut responsable de société transnationale, opérateur du commerce mondial : il accumule l'argent détruit l'Etat, dévaste la nature et les êtres humains. Ce livre révèle son visage, analyse son discours, dénonce ses méthodes.

Des mercenaires dévoués servent l'ordre des prédateurs au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International. Ce livre suit à la trace les satrapes de ces institutions au-dessus de tout soupçon, démonte l'idéologie qui les inspire et jette une lumière crue sur le rôle joué en coulisses par l'empire américain.

Mais un peu partout dans le monde, la résistance s'organise au sein de l'extraordinaire front qui fédère tant de refus locaux porteurs d'espérance. C'est la nouvelle société civile planétaire, dont Jean Ziegler montre ici la richesse, la diversité et la détermination.

La puissance de ce livre engagé ne doit pas surprendre : les gens dont il brosse le portrait, Jean Ziegler les a bien souvent croisés ; les institutions qu'il critique, il les connaît de l'intérieur. Tous ces mouvements de résistance, il les fréquente et les estime. Et puis il y a l'urgence.

Jean Ziegler est Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Auteur de nombreux ouvrages sur le tiers-monde, il a notamment publié « La Suisse lave plus blanc » (1990), « La Suisse, l'or et les morts » (1997) et « Les Seigneurs du crime » (1999)

### **L'AUTRE MONDIALISATION**

Dominique Wolton  
Edition Flammarion (2003)

Avec l'ouverture des frontières, la télévision la démocratisation des voyages et plus récemment internet, le monde se serait mué en un gigantesque « village ». C'est, du moins, ce que veulent faire croire des industries de la communication plus puissantes que jamais : nous serions tous « citoyens du monde », multi-branchés, capables d'assimiler les héritages les plus divers, bricolant dans la bonne humeur une sorte de culture mondialisée.

Rien de plus vain que cette prétention cosmopolite. Pour affronter un monde toujours plus ouvert, et donc plus incertain, il faut au contraire être confiant dans son identité, prêt à se confronter à d'autres valeurs. Bref, avoir des racines. Ce n'est pas parce que l'Autre est aujourd'hui plus accessible qu'il est plus compréhensible, c'est même précisément l'inverse. Plus nos différences sont visibles, plus elles créent des tensions. Curieusement, alors qu'on ausculte à la loupe la mondialisation économique, on oublie de penser cette « autre mondialisation » dont dépendent pourtant la paix et la guerre de demain.

A quelles conditions, donc, organiser au niveau mondial une cohabitation des cultures ? C'est la question centrale de ce livre et, pour Dominique Wolton, l'un des principaux enjeux politiques d'aujourd'hui. A contre-courant des idées reçues, il risque des propositions qui surprendront.

Dominique Wolton est directeur de recherche de la revue Hermès. Ses travaux portent sur l'analyse des rapports entre la communication, la société, la culture et la politique. Il a signé, notamment, « Internet, et après ? » , « Une théorie critique des nouveaux médias » (Flammarion, 1999)

### **QUAND LE CAPITALISME PERD LA TETE**

Joseph E. Stiglitz  
Prix Nobel d'économie  
Edition Fayard (2003)  
Traduit de l'anglais

Poursuivant le procès du libéralisme sans limites amorcé dans « La grande Désillusion » Joseph Stiglitz s'appuie cette fois sur son expérience de quatre ans en tant que conseiller économique principal du président Clinton pour répondre à une question centrale : comment au tournant du troisième millénaire, est-on passé du prétendu « triomphe » du capitalisme à l'américaine – bien entendu surévalué et fondé sur des bases très incertaines, notamment l'effervescence boursière et tout ce qui s'ensuit (stock-options, tyrannie des actionnaires...) – à une chute retentissante ? Avec une clarté de propos remarquable et une attention constante aux mécanismes économiques les plus concrets, il aborde le phénomène de la bulle spéculative, la vague des déréglementations aux Etats-Unis – en particulier dans le domaine des télécommunications – et leurs conséquences, ou encore les scandales comptables, à commencer par le premier et le plus retentissant : le cas Enron.

A l'occasion de cette plongée au cœur des centres de décision de la plus grande économie de marché du monde, l'auteur procède à la démolition des divers mythes qui étaient au fondement

des politiques économiques des Etats-Unis, mais aussi de nombreux autres pays occidentaux, dans les années 1990 : la réduction du déficit ne relance pas l'économie : l'impact des guerres sur cette dernière est négatif ; il n'y a pas de « héros économiques (c'est la politique qui compte et non les hommes) ; la « main invisible » d'Adam Smith est invisible pour la bonne raison qu'elle n'existe pas ; la finance n'est pas la source de toute sagesse ; l'Etat n'est pas systématiquement mauvais...

Enfin, fort de ses observations, Stiglitz esquisse les grandes lignes d'un « idéalisme démocratique », vision d'avenir fondée sur un juste équilibre entre le marché et l'Etat, et sur des valeurs telles que la justice sociale (égalité des chances, priorité à l'emploi) ou encore le droit du citoyen à l'information.

Joseph Stiglitz a publié en 2001 aux éditions Fayard « La grande désillusion »

<p><b>LE NOUVEAU CAPITALISME</b>  <b>Le Monde diplomatique</b>  <b>Manière de voir 72</b>  <b>Décembre 2003 janvier 2004</b></p>
--

Dans l'éditorial signé par Ignacio Ramonet, sous le titre UNE REGRESSION

« Tout a commencé le 15 août 1971. Ce jour-là, le président américain Richard Nixon annonce que les Etats-Unis suspendent la convertibilité du dollar en or. C'est tout le système mis en place à Bretton Woods en 1944 qui s'effondre. Et c'est aussi l'acte de naissance de ce qu'il faut bien appeler le « *nouveau capitalisme* », car il rétablit la liberté de manœuvre monétaire de Washington, ouvre la voie aux mesures plus radicales de déréglementation financière, et va permettre l'essor de la mondialisation libérale.

Dans les années qui suivent, les théoriciens de l'école monétariste formés à l'université de Chicago autour du professeur Milton Friedman (Prix Nobel d'économie 1976 et grand adversaire de John Maynard Keynes) parviennent au pouvoir, d'abord au sein des équipes qui entourent le général Pinochet au Chili, puis avec Mme Margaret Thatcher au Royaume-Uni, et enfin avec M. Ronald Reagan à Washington.

Au nom de la « révolution conservatrice », ils vont afficher un néolibéralisme agressif doublé d'un antikeynésianisme militant pour venir à bout de la longue tradition d'intervention économique et sociale de l'Etat. Ils commencent par briser les syndicats. Il devient ensuite possible de déréglementer l'économie et d'entreprendre une cascade de privatisations.

Ainsi s'élabore, tout au long des années 1980, entre les principales firmes multinationales, les banques de Wall Street, la Réserve fédérale des Etats-Unis et les organismes financiers internationaux, ce qu'on nommera le « Consensus de Washington ». Une doctrine faite de discipline budgétaire, réforme fiscale, réduction des dépenses publiques, libéralisations des échanges commerciaux et des marchés financiers, ainsi que de privatisations. Proposée comme solution universelle à tous les problèmes économiques, on l'appellera aussi : la « pensée unique ».

Dans les années 1990, les Etats-Unis vont imposer ce « modèle » aux pays d'Asie orientale. En particulier, la dérégulation généralisée des marchés financiers. A travers le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, ils vont forcer ces pays et ceux d'Amérique latine à adopter le modèle économique néolibéral exigé par le capital américain en contrepartie de ses investissements.

Au fil des années, le FMI va s'imposer comme une sorte de ministère des finances à l'échelle planétaire avec mission d'ouvrir les marchés nationaux à l'investissement et à l'appropriation par les principaux pays riches. En imposant partout, au Sud, des plans d'« ajustement structurel » et en cherchant par ailleurs à faire abolir toute restriction à la libre circulation des marchandises, des services et du capital, le FMI va devenir – au même titre que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le G8 – une institution centrale de la mondialisation libérale.

Il faut savoir que tout plan d'ajustement structurel élaboré par le FMI comporte des éléments constants : dévaluation de la monnaie nationale, réduction du budget public, licenciements massifs de fonctionnaires, hausse des taux d'intérêts, contrôle des salaires, restrictions du crédit, élimination des subventions, y compris sur les produits alimentaires, augmentation des tarifs fixés par les entreprises d'Etat pour l'énergie, l'eau, le téléphone ; renforcement des exportations ; et privatisation des entreprises du secteur public.

Qu'est-ce que cette mondialisation libérale ? Elle concerne surtout le secteur financier, parce que la liberté de circulation des capitaux et des flux financiers est devenue totale, et fait que ce secteur domine, de loin, la sphère de l'économie.

Cette globalisation touche les moindres recoins de la planète, ignorant aussi bien le statut des individus et des entreprises que l'indépendance des peuples ou la diversité des régimes politiques. Elle ne vise pas tant à conquérir des pays qu'à conquérir des marchés. Sa préoccupation n'est pas le contrôle physique des corps ni la conquête de territoires, mais la prise de possession des richesses.

La conséquence de la mondialisation, c'est la destruction du collectif, l'appropriation par le marché et le privé des sphères publique et sociale. Elle agit comme une mécanique de tri permanent sous l'effet d'une concurrence généralisée : le marché contre l'Etat, le privé contre le secteur public, l'individu contre la collectivité, l'égoïsme contre la solidarité. Il y a une concurrence entre le capital et le travail. Et comme les capitaux circulent librement, alors que les hommes sont beaucoup moins mobiles, c'est le capital qui gagne.

**Dans une économie mondialisée**, ni le capital, ni le travail, ni les matières premières ne constituent, en soi, le facteur économique déterminant. L'important c'est la relation optimale entre ces trois facteurs. Pour établir cette relation, les grandes firmes globales ne tiennent compte ni des frontières ni des réglementations. Cela entraîne souvent une fracture des solidarités au sein d'un même pays. On en arrive au divorce entre l'intérêt des firmes globales et celui des petites et moyennes entreprises nationales, entre l'intérêt des actionnaires des grandes firmes et l'intérêt de la collectivité nationale, entre la logique financière et celle de la démocratie.

Les grandes firmes globales ne se sentent, en la matière, nullement concernées ; elles soustraient et vendent dans le monde entier. Elles produisent là où la main-d'œuvre est la moins chère, pour vendre là où le niveau de vie est le plus élevé.

Ce nouveau capitalisme constitue une immense rupture économique, politique et culturelle. Il soumet les entreprises et les citoyens à un diktat unique : « *s'adapter* ».

Abdiquer de toute volonté, pour mieux obéir aux injonctions anonymes des marchés financiers. Il condamne par avance – au nom du « réalisme » - toute velléité de résistance ou même de dissidence. Sont ainsi frappés d'opprobre ou définis comme « archaïques » tous sursauts protectionnistes, toutes recherches d'alternatives, toutes tentatives de régulation démocratique, toutes critiques des marchés financiers.

Le nouveau capitalisme érige la compétition en la seule force motrice : « *Qu'on soit un individu, une entreprise ou un pays, a déclaré, au Forum économique de Davos, un ancien patron de Nestlé, l'important, pour servir dans ce monde, c'est d'être plus compétitif que son voisin* ».

Les Etats n'ont plus la volonté ni les moyens de s'opposer aux marchés. Les gouvernants acceptent, en général, de respecter les consignes de politique économique que définissent des organes mondiaux rassemblés au sein de ce qu'on pourrait appeler le « *poker du Mal* » : FMI, Banque mondiale, G8 et OMC, qui exercent une véritable dictature sur la politique économique des Etats.

En favorisant , au cours des deux dernières décennies, le libre flux de capitaux et les privatisations massives, des responsables politiques ont permis le transfert de décisions capitales (en matière d'investissement, d'emploi, de santé, d'éducation, de culture, de protection de l'environnement) de la sphère publique nationale à la sphère privée internationale. Les dirigeants des firmes globales ainsi que ceux des groupes financiers et médiatiques mondiaux détiennent la réalité du pouvoir et, par le biais de leurs puissants lobbies, pèsent de tout leur poids sur les décisions politiques. Ils confisquent à leur profit l'économie et la démocratie.

Les politiques d'ajustement structurel, sous le nom de « Consensus de Washington », ont eu un coût social exorbitant. Pour favoriser l'investissement international, les gouvernements ont détruit leurs sociétés. Ils ont accepté de réduire les dépenses publiques de santé et d'éducation au nom de la lutte contre le déficit budgétaire et, partant, suscité un accroissement des inégalités et de la pauvreté.

Dans de nombreux pays du Sud, les structures étatiques, de même que les structures économiques et sociales traditionnelles, ont été balayées. Ce nouveau capitalisme s'accompagne de destructions impressionnantes. Des industries entières sont sinistrées. Avec les souffrances sociales qui en résultent : surexploitation des hommes, des femmes et – plus scandaleux encore – des enfants. 300 millions d'enfants sont exploités, dans des conditions d'une brutalité sans précédent.

Il signifie aussi saccage écologique. Les grandes firmes pillent l'environnement ; elles tirent profit des richesses de la nature, qui sont le bien commun de l'humanité ; et le font sans scrupule et sans frein. Cela s'accompagne également d'une criminalité financière liée aux milieux d'affaires et aux grandes banques qui recyclent des sommes dépassant les 1000 milliards d'euros par an, c'est-à-dire 20% de tout le commerce mondial et davantage que le produit brut d'un tiers de l'humanité.

Le nouveau capitalisme , c'est la marchandisation généralisée des mots et des choses, des corps et des esprits, de la nature et de la culture, ce qui provoque une aggravation des inégalités. A l'échelle planétaire, celles-ci se sont creusées dans des proportions sans précédent. Le rapport entre le PNB des pays les plus riches et celui des plus pauvres était d'environ 3 à 1 en 1816. Puis de 35 à 1 en 1950, de 44 à 1 en 1973, de 72 à 1 en 1992, de 82 à 1 en 1995, et de 86 à 1 en 2000 !

En puisant dans les articles du Monde diplomatique, dont certains remontent à plus de vingt ans, nous avons poursuivi, dans ce numéro de Manière de voir, deux objectifs : identifier de la façon la plus claire et la plus pédagogique les contours de ce « nouveau capitalisme », et souligner combien, depuis le début, notre journal s'est intéressé à la prolifération d'une doctrine qui devait, pour le malheur de millions de personnes, envahir le monde. »

Ignacio Ramonet

## **LE CAPITALISME EST-IL MORAL ?**

**André Compte-Sponville**

**Albin Michel**

**Mars 2004**



Le capitalisme est-il moral ? Nul ne peut se soustraire à la question puisque aucun d'entre nous n'échappe ni à la morale ni au capitalisme.

Par son travail, son épargne et sa consommation, chacun participe à un système économique que les uns justifient et que d'autres condamnent au nom de concepts éthiques.

Deux démarches intellectuelles que le philosophe André Comte-Sponville passe au crible de l'analyse lucide.

On parle beaucoup de complexité, et l'on a raison : c'est l'une des marques de notre modernité, aussi bien intellectuelle (les théories de la complexité), qu'économique (la globalisation) ou politique (la mondialisation). Ce n'est pas une raison pour tomber dans la confusion. Au contraire : là où croît la complexité, croissent aussi les exigences de clarté et de distinction. Cet ouvrage voudrait aider chacun à y voir plus clair, à prendre ses décisions, enfin à assumer ses responsabilités – professionnelles, morales, politiques – face aux différents défis que le monde, aujourd'hui, nous impose. Cet ouvrage est donc rédigé vers l'avenir. Il est également une histoire. Cet ouvrage tente d'apporter une contribution aux débats du moment.

Le « triomphe » du capitalisme génère ses limites. Le retour de la morale est une mode de « l'éthique d'entreprise ». Cependant, l'auteur nous fait découvrir le problème des limites et la distinction des ordres, qu'ils soient techno-scientifique, juridico-politique, morale ou éthique.

La confusion des ordres : ridicule et tyrannie, angélisme ou barbarie nous font découvrir tour à tour la barbarie technocratique ou libérale, la barbarie politique, la barbarie moralisatrice, et interroge la barbarie éthique ? Tandis que l'angélisme politique ou juridique est analysé de même que l'angélisme moral, éthique et religieux.

Un chapitre vise la responsabilité et la solidarité.

De nombreuses questions posées à André Comte-Sponville trouvent des éléments de réponse. Parmi ces questions en voici quelques unes :

Créer des emplois, est-ce moral ?

Créer du profit ou créer de la richesse ?

Le socialisme est-il moral ?

Valeurs communes et « chartes éthiques »

L'entreprise : une « personne morale » ?

L'entreprise citoyenne

La « valeur travail »

La mondialisation

L'hégémonie américaine

Un capitalisme sans propriétaire ?

Finalité du patron, finalité de l'entreprise

La prise de risque

La Bourse

Les fonds de pension

L'amour est-il Dieu ?

De quoi alimenter les débats et confronter les expériences.

<p><b>AGENDA SOCIAL</b>  <b>UNE COLLECTION DE TEXTES DU MAGISTERE</b>  <b>CONSEIL PONTIFICAL « JUSTICE ET PAIX »</b></p>
--

S.E. Mgr. François – Xavier Nguyen Van Thuân, peu de temps avant son décès, avait mené à

bien de préfacier une collection de textes du Magistère, alors qu'il présidait le dicastère du Conseil Pontifical « Justice et Paix ». Sous la direction de l'Abbé Robert A. Sirico, Président de l' « Action Institute for the Study of Religion and Liberty », Grands Rapids, Michigan, U.S.A. et du Père Maciej Zięba, O.P., Président de l'Instytut « Tertio Millennio », Cracovie, Pologne, était édité en 2000 une contribution particulièrement significative de l'AGENDA SOCIAL, une collection de textes du magistère.

Qu'on en juge par la table des matières :

Les titres soulignés retiennent davantage notre attention dans le contexte de la réflexion des O.I.C. sensibilisées à la promotion de l'économie solidaire.

#### Article premier : NATURE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE

- I. L'Eglise comme mère et maîtresse
- II. La mission de l'Eglise
- III. Le message social de l'Eglise
- IV. La portée de l'enseignement social de l'Eglise
- V. Evangélisation et enseignement social de l'Eglise

#### Article deuxième : **LA PERSONNE HUMAINE**

- I. La dignité de la personne humaine
- II. Liberté et vérité
- III. La nature sociale de l'homme
- IV. Les droits humains
- V. La liberté religieuse

#### Article troisième : **LA FAMILLE**

- I. L'institution de la famille
- II. Le mariage
- III. Les enfants et les parents
- IV. La famille, l'éducation et la culture
- V. Le caractère sacré de la vie humaine
- VI. La plaie de l'avortement et de l'euthanasie
- VII. La peine capitale
- VIII. La dignité de la femme

#### Article quatrième : L'ORDRE SOCIAL

- I. La place centrale de la personne humaine
- II. Une société fondée sur la vérité
- III. La solidarité
- IV. Subsidiarité
- V. Participation
- VI. Aliénation et marginalisation
- VII. Liberté sociale
- VIII. Culture
- IX. Le développement humain authentique
- X. Le bien commun
- XI. « Le péché social »

#### Article cinquième : **LE ROLE DE L'ETAT**

- I. L'autorité temporelle

- II. Le rôle de la loi
- III. Le rôle du gouvernement
- IV. Eglise et Etat
- V. Formes de gouvernement
- VI. La démocratie

Article sixième : **L'ECONOMIE**

- I. La destination universelle des biens matériels
- II. Propriété privée
- III. Le système économique
- IV. Moralité, justice et ordre économique
- V. L'entreprise
- VI. Economisme et consumérisme

Article septième : **TRAVAIL ET SALAIRE**

- I. La nature du travail
- II. Justes salaires et justes rétributions
- III. Le lieu de travail
- IV. Le chômage
- V. Les syndicats
- VI. Les grèves

Article huitième : **PAUVRETE ET CHARITE**

- I. Le scandale de la pauvreté
- II. La justice sociale
- III. La charité et l'option préférentielle pour les pauvres
- IV. L'Etat providence

Article neuvième : **L'ENVIRONNEMENT**

- I. L'ordre de la création est bon
- II. Les problèmes liés à l'environnement
- III. Tutelle écologique
- IV. Technologie

Article dixième : **LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE**

- I. La famille
- II. Le libre échange
- III. La paix et la guerre
- IV. Armement
- V. Le bien commun universel
- VI. Les organisations transnationales et internationales
- VII. L'immigration
- VIII. La dette extérieure
- IX. Nationalisme et tensions ethniques
- X. L'économie globale

Article onzième : **CONCLUSION**

- VII. Le défi de l'enseignement social catholique ne vraie théologie de la libération  
 VIII. L'intervention de l'Etat et l'économie

Comme tout recueil, cette publication ne prétend pas être complète. Cependant, les contributions choisies en raison de leur signification devrait permettre d'approfondir la familiarisation pour les O.I.C. qui cherchent une meilleure connaissance de la doctrine sociale de l'Eglise. Les déclarations centrales des Souverains Pontifes issues d'une variété de textes, y compris des encycliques pontificales, lettres apostoliques et documents conciliaires sur des sujets en relation direct ou en rapport avec l'économie sociale.

Sous chaque titre thématique, les citations sont disposées selon un ordre pédagogique – plutôt que chronologique ou magistral – et chaque sujet commence par une citation expliquant la question traitée.

Ces déclarations viennent du cœur de l'Eglise pour un monde ayant un besoin désespéré d'une vision morale afin de construire un ordre social plus humain.

Tandis que l'Eglise ne prétend pas offrir des solutions scientifiques aux problèmes économiques ou sociaux sous la forme de recommandations de politiques publiques ou de dispositions légales précises, ce qu'elle offre est bien plus important : un ensemble d'idées et de valeurs morales qui confirment et affirment la dignité de tous, à un développement humain sincère et à la libération des peuples de l'oppression, de la pauvreté et de la violence.

Les O.I.C. partagent des expériences enrichissantes en rapport avec la doctrine sociale de l'Eglise. Nous pouvons contribuer ensemble à l'intérêt commun universel et nous entr'aider à établir une vision où justice et paix cohabite avec Justice sociale.

Pour plus d'information :

Voir sur le site internet de la Conférence des O.I.C. [www.oic-ico.org](http://www.oic-ico.org)

A la rubrique « Hiérarchie », « Le Saint Siège »

# 5 « Conseil pontifical « Justice et Paix »

La doctrine sociale de l'Eglise

Collection de textes du Magistère

Existe en trois langues : français, anglais, espagnol

Agenda social : [www.theosocialagenda.org](http://www.theosocialagenda.org) (format Pdf)

### UN OUTIL DE DIFFUSION DISPONIBLE POUR NOS O.I.C.

#### ANNULER LA DETTE ET APRES ?

Ou

**« Comment financer nos projets de développement par les rachats de dettes ? »**

par Fernand Vincent (IREC, Administrateur COIC)

brochure publiée par la Conférence des Organisations Internationales Catholiques

Avril 2003

**Cancel the debt and what next ?**

or

**“How to finance our development projects by debt buybacks”**

**Anular la deuda ... Y desnús?**

**“Como financiar nuestros proyectos de desarrollo por medio de las recompras de deudas?”**